



Ville de Fribourg

Conseil communal

Message au Conseil général

du 5 avril 2022

Imputations salariales sur les projets d'investissement – Crédit additionnel



N°16

—
2021 - 2026

Table des matières

1.	Préambule : pourquoi impute-t-on des salaires sur des rubriques d'investissement ?	1
2.	Traitement des salaires projets et investissements avant 2016.....	1
3.	Traitement des salaires projets et investissements durant la période 2016-2020.....	2
4.	Fonctionnement à partir de 2021	3
5.	Implications financières liées au nouveau fonctionnement	4
6.	Conclusion	5
7.	Deutsche Fassung – Anrechnung von Lohnkosten an Investitionsprojekte – Zusatzkredit	6

MESSAGE DU CONSEIL COMMUNAL

AU CONSEIL GENERAL

du 5 avril 2022

N° 16 - 2021 - 2026 Imputations salariales sur les projets d'investissement – Crédit additionnel

Monsieur le Président,
Mesdames les Conseillères générales et Messieurs les Conseillers généraux,

Le Conseil communal a l'honneur de solliciter le Conseil général afin d'obtenir son aval pour un crédit additionnel de CHF 729'000.-- pour régulariser des dépassements en lien avec un nouveau procédé d'imputation salariale sur les projets d'investissement.

Le présent Message explique le procédé des imputations salariales et ses justifications, le fonctionnement passé, le nouveau fonctionnement implémenté à partir de 2021 et les conclusions relatives à ce changement.

1. Préambule : pourquoi impute-t-on des salaires sur des rubriques d'investissement ?

En 2016, alors que le Service d'urbanisme et d'architecture connaissait une augmentation importante du nombre de projets, notamment due aux mesures approuvées dans le cadre des projets d'Agglomération de deuxième et troisième génération, la Ville de Fribourg a donc procédé à l'engagement de plusieurs chefs de projet et a par la même occasion amélioré son processus d'imputation sur les projets, afin de restituer/dépeindre au plus juste le coût d'un projet, tout en considérant les coûts de la main-d'œuvre du pilotage comme partie intégrante, afin de permettre une comparaison intercommunale.

Imputer des salaires sur les projets a pour avantage de considérer le coût global de l'investissement et le juste niveau de ses amortissements futurs, toutes prestations confondues, indépendamment du fait qu'elles soient externalisées ou pas. Aussi, il permet de rendre comparable un projet géré par la Ville, qui a sa propre équipe de pilotage, avec des projets équivalents d'autres communes qui n'auraient pas une équipe dédiée et qui externaliseraient la gestion de leurs projets, dont la facturation passerait sous forme d'honoraires.

2. Traitement des salaires projets et investissements avant 2016

Avant 2016, tous les salaires étaient intégralement intégrés au budget du compte de résultats. Les collaborateurs en charge de projets étaient tous au profit d'un contrat de travail à durée indéterminée. Les investissements de la Ville ne prenaient en compte que les coûts externes liés au projet.

3. Traitement des salaires projets et investissements durant la période 2016-2020

Afin de faire face à l'augmentation du nombre de projets, il a été décidé en 2016 d'engager de nouveaux chefs de projet. L'analyse détaillée des besoins de rénovation des bâtiments en plus des nouveaux projets n'ayant pas encore totalement abouti, il a été décidé que ces engagements se feraient en contrat de droit public de durée déterminée, comme cela est usuel pour des chefs de projet dans bon nombre d'entreprises. Ces nouveaux coûts étant très étroitement liés à un projet de la Ville et afin de pouvoir comparer et rendre compte au mieux de la réalité des coûts du projet, il a été convenu d'imputer ces salaires directement sur l'investissement.

Afin de ne pas compliquer le suivi administratif des heures, des projets d'investissement spécifiques d'une certaine ampleur ont été désignés pour porter les salaires des collaborateurs. Il s'agit des principaux projets sur lesquels il était prévu que les collaborateurs travaillent : CO de Jolimont, école de la Vignettaz, requalification du Bourg (étapes 1 et 2), requalification de la place de la Gare et patinoire Saint-Léonard. Il a donc été décidé d'inscrire dans ces demandes de crédit d'étude ou d'ouvrage un montant forfaitaire de CHF 150'000.-- annuel (traitement y compris charges sociales de l'employeur).

C'est ainsi que le Conseil général a pris l'habitude de voir inscrit au bas des tableaux récapitulatifs de demande de crédit d'investissement en catégorie II ou III pour la durée du projet couverte par l'investissement la mention « *imputation salariale* » suivie d'un montant venant s'ajouter au total sollicité.

Deux exemples l'illustrent :

Le coût estimé pour le concours de projets d'architecture à 1 degré et du concours d'idée est de : CHF 450'000.00	
Frais concours	TTC
Prix concours projet	156'600.00
Prix concours idées	50'220.00
Jury	36'288.00
AMO	73'000.00
Etude statique pour surélévation	12'000.00
Maquette	40'000.00
Annonces	3'000.00
Location de salle, apéritifs divers	18'000.00
Frais expo	10'000.00
Imputation salaire	50'000.00
Total coût concours	449'108.00

Extrait de la demande d'investissement Catégorie II - 612.503.04 pour le concours de l'Ecole de la Vignettaz inscrit au Budget pour l'exercice 2016

Étape 1 : études et réalisation	Coût ouvrage TTC
Abords de la Cathédrale	10'268'400.00
Tête de Pont + Escaliers	2'507'600.00
Relocalisation des places de stationnement	1'530'200.00
Place des Ormeaux	1'972'800.00
Imputation salariale Crédit étude (150'000.-/an*2.5); 2016, 2017, 2018	375'000.00
Imputation salariale (150'000.-/an*2) 2019, 2020	300'000.00
TOTAL étape 1	16'954'000.00

Les investissements incluent les montants des salaires du chef de projet de l'administration communale conduisant les opérations sur la durée du chantier.

Extrait du Message n° 7 - 11.10.2016 de Crédit d'étude pour la requalification du quartier du Bourg - étape 1, chapitre 8. Estimation sommaire des coûts de l'ouvrage, étape 1. (p. 15)

Cette logique d'imputer les salaires n'a pas été suivie pour tous les investissements, notamment ceux d'une moindre importance financière, comme par exemple la rue Pierre-Aeby et la place du Petit-Saint-Jean. Les salaires des collaboratrices ou collaborateurs ont été prélevés sur les budgets à disposition. Ce n'est qu'en 2021 que le procédé a été ajusté.

4. Fonctionnement à partir de 2021

Fin 2020, la planification opérationnelle et financière (également suite à l'apport de Stratus) ayant été affinée et étendue à un horizon de 15 ans, une pérennisation des contrats CDD se justifiait par les nombreux projets prévus sur cette période pour toutes les collaboratrices et tous les collaborateurs.

Suite à cette planification affinée intégrant tous les projets et à la pérennisation de tous les engagements, un bilan a été fait sur les procédés d'imputation des salaires sur tous les projets, ce qui a abouti à une uniformisation de la logique de traitement des investissements et à une amélioration du processus comptable pour qu'il corresponde davantage à la réalité du terrain. En effet, dans la réalité du terrain, un même collaborateur suit plusieurs grands et petits projets en parallèle et il peut arriver un retard dans le vote d'un crédit d'ouvrage qui aurait porté les imputations salariales du chef de projet concerné.

Concrètement, il a été convenu que dès 2021, l'ensemble des chefs de projet imputent leurs heures sur leurs projets, indépendamment des « grands projets » jusqu'à présent désignés. De plus, la part de leur travail administratif non imputable sur un projet d'investissement est réintégrée en fin d'année au compte de résultats, afin de ne pas biaiser l'imputation des projets.

Dans le but d'améliorer encore l'efficacité de la gestion des imputations salariales, les Ressources humaines ont mis à disposition un outil de suivi des heures par projet et chef de projet géré conjointement avec les Finances dès le 1^{er} janvier 2022.

Le montant de CHF 150'000.-- a été adapté à CHF 160'000.-- (charges sociales de 20% incluses) lors de la dernière planification financière, afin de s'adapter à l'évolution normative et sectorielle des salaires.

5. Implications financières liées au nouveau fonctionnement

Une analyse détaillée permet aujourd’hui de présenter les rubriques d’investissement votées avant 2021 pour des projets autres que les « grands projets » ne portant pas d’imputations salariales. Ces projets, dont un dépassement de plus de 10% est attendu en raison de cette imputation salariale supplémentaire, font l’objet de la demande de crédit additionnel de ce Message.

Les projets concernés sont les suivants :

Rubriques d’investissement en dépassement prévisionnel de plus de 10% nécessitant un crédit additionnel de la part du Conseil général									
Secteurs	Numéro de projet invest.	Rubrique investissement	Libellé rubrique investissement	Etat	Voté le	Montant CHF message (brut)	Nv. montant CHF prévisionnel (brut)	Ecart message initial et nv. prévisionnel	Dépassement en %
UA - ABAT	112	612.5040.139	Ecole Vignettaz : transformation bâtiment B - études	Ouvert	20.12.2017	600'000.00	671'000.00	71'000.00	12%
UA - IBAT	230	613.5999.039	Kiosque place Python: transform. int. et agr. -E-	Ouvert	18.12.2018	50'000.00	62'000.00	12'000.00	24%
UA - IBAT	230	613.5999.043	Kiosque place Python: transform. int. et agr. -R	Ouvert	15.12.2020	485'000.00	549'000.00	64'000.00	13%
UA - PU	7	620.5030.061	Place Nova Friburgo AGGLO 3M.04.03	Ouvert	29.10.2018	103'669.00	116'669.00	13'000.00	13%
UA - PU	17	620.5030.043	AGGLO 44.4 Réaménagement place Petit-St-Jean	Ouvert	13.12.2016	500'000.00	605'000.00	105'000.00	21%
UA - PU	21	620.5030.047	AGGLO 12.1 Place de la Gare interface TP	Ouvert	03.07.2017	789'735.00	1'026'735.00	237'000.00	30%
UA - PU	100	620.5030.080	Réaménagement place du Pertuis et rue Neuveville -E-	Ouvert	18.12.2018	250'000.00	287'000.00	37'000.00	15%
UA - PU	564	620.5030.138	Place Vignettaz-Daler - étude -E-	Ouvert	10.12.2019	240'000.00	304'000.00	64'000.00	27%
UA - PU	275	620.5030.115	Requalification du Pont de Zaehringen -E-	Ouvert	10.12.2019	242'400.00	274'400.00	32'000.00	13%
UA - PU	359	620.5010.144	Rue Pierre Aeby -E-	Ouvert	25.05.2020	215'000.00	285'000.00	70'000.00	33%
UA - PU	631	620.5290.076	Etude directrice Fonderie-Pérolles-Marly -E-	Ouvert	15.12.2020	200'000.00	224'000.00	24'000.00	12%
						3'675'804.00	4'404'804.00	729'000.00	

Le tableau montre que 11 rubriques sont en dépassement de plus de 10% et nécessitent donc un complément d’investissement. L’impact de ces dépassements est cependant déjà couvert au Plan financier. En effet, des dépassements liés aux imputations salariales avaient été anticipés lors de l’établissement du budget et du Plan financier 2021-2026. L’équilibre des comptes est donc garanti malgré ces charges supplémentaires sur ces onze investissements.

Ces coûts additionnels sont « comptables » car ils sont déjà présents dans le compte de résultats, donc dans le budget communal sous la forme de salaires des chefs de projet sous les rubriques « 609 », avant d’être ventilés sur les rubriques d’investissement. Une décision positive du Conseil général quant au présent Message permettra à la Commune d’effectuer la dépense sous la forme d’un investissement en regard de la LFCo de manière cohérente pour tous les projets.

Ces crédits additionnels susmentionnés soumis au Conseil général seront comptabilisés sous les nouvelles rubriques suivantes :

Nouvelles rubriques de complément d’investissement créées suite au dépassement prévisionnel de projets en cours						
Secteurs	Numéro de projet invest.	Rubrique investissement	Libellé rubrique investissement	Etat	Voté le	Montant CHF message (brut)
UA - ABAT	112	612.5040.005	Ecole Vignettaz : transformation bâtiment B - Complément 2022 -E-	A voter		71'000.00
UA - IBAT	230	613.5999.005	Kiosque place Python: transform. - Complément 2022 -E-	A voter		12'000.00
UA - IBAT	230	613.5999.047	Kiosque place Python: transform. - Complément 2022 -R	A voter		64'000.00
UA - PU	7	620.5030.169	Place Nova Friburgo AGGLO 3M.04.03 - Complément 2022	A voter		13'000.00
UA - PU	17	620.5030.170	AGGLO 44.4 Réaménagement place Petit-St-Jean - Complément 2022	A voter		105'000.00
UA - PU	21	620.5030.171	AGGLO 12.1 Place de la Gare interface TP - Complément 2022	A voter		237'000.00
UA - PU	100	620.5030.172	Réaménagement place du Pertuis et rue Neuveville - Complément 2022 -E-	A voter		37'000.00
UA - PU	564	620.5030.173	Place Vignettaz-Daler - étude - Complément 2022	A voter		64'000.00
UA - PU	275	620.5030.174	Requalification du Pont de Zaehringen - Complément 2022 -E-	A voter		32'000.00
UA - PU	359	620.5010.020	Rue Pierre Aeby - Complément 2022 -E-	A voter		70'000.00
UA - PU	631	620.5290.079	Etude directrice Fonderie-Pérolles-Marly - Complément 2022 -E-	A voter		24'000.00
						729'000.00

6. Conclusion

Le Conseil communal vous propose d'accepter l'entrée en matière et l'autorisation d'engager le montant de **CHF 729'000.--** destiné à la régularisation des dépassements engendrés par le changement du procédé d'imputation salariale sur les projets d'investissement.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères générales et Messieurs les Conseillers généraux, l'expression de nos salutations les meilleures.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL DE LA VILLE DE FRIBOURG

Le Syndic :

Thierry Steiert



Le Secrétaire de Ville :

David Stulz

7. Deutsche Fassung – Anrechnung von Lohnkosten an Investitionsprojekte – Zusatzkredit

Der Gemeinderat beantragt dem Generalrat einen Zusatzkredit von CHF 729'000.--, um die Überschreitungen im Zusammenhang mit dem neuen Vorgehen für die Anrechnung von Lohnkosten an die Investitionsprojekte zu regeln.

Diese Botschaft erklärt das Vorgehen für die Anrechnung der Lohnkosten und ihre Begründung, die frühere Funktionsweise, die seit 2021 angewandte neue Funktionsweise und die Schlussfolgerungen infolge dieser Änderung.

Präambel: Warum werden die Lohnkosten den Investitionsrubriken angerechnet?

2016 verzeichnete die Dienststelle Stadtplanung und Architektur einen deutlichen Anstieg der Anzahl Projekte. Dies namentlich infolge der Massnahmen, die im Rahmen der Agglomerationsprogramme der zweiten und dritten Generation genehmigt wurden. Die Stadt Freiburg stellte deshalb mehrere Projektleiterinnen und Projektleiter ein und verbesserte bei dieser Gelegenheit ihren Prozess für die Anrechnung an die Projekte. Projektkosten können so möglichst korrekt wiedergegeben/abgezeichnet werden. Die Lohnkosten der Projektleitung werden in die Gesamtprojektkosten integriert, was einen gemeindeübergreifenden Vergleich möglich macht.

Die Anrechnung der Lohnkosten an die Projekte hat den Vorteil, dass die Gesamtkosten der Investition und der richtige Grad der zukünftigen Abschreibungen berücksichtigt werden, wobei alle Leistungen – die internen und die ausgelagerten – enthalten sind. Sie ermöglicht zudem, die von der Stadt mit einem eigenen Leitungsteam geleiteten Projekte mit gleichwertigen Projekten anderer Gemeinden vergleichbar zu machen, die über kein zugewiesenes Team verfügen und die Projektleitung ausgliedern, deren Rechnung in der Folge unter den Honoraren verbucht wird.

Lohnanrechnung bei Projekten und Investitionen vor 2016

Vor 2016 waren alle Lohnkosten vollständiger Bestandteil des Budgets der Erfolgsrechnung. Die projektleitenden Mitarbeitenden verfügten alle über einen unbefristeten Arbeitsvertrag. Die Investitionen der Stadt enthielten nur die externen Projektkosten.

Lohnanrechnung bei Projekten und Investitionen während der Periode 2016–2020

Um die steigende Zahl der Projekte zu bewältigen, wurde 2016 beschlossen, neue Projektleitende anzustellen. Da die detaillierte Bedarfsanalyse für die Gebäuderenovierung, die zu den neuen Projekten hinzukommt, noch nicht abgeschlossen war, wurde entschieden, diese Anstellungen mit befristeten Verträgen dem öffentlichen Recht zu unterstellen, wie dies in vielen Unternehmen für Projektleitende Usus ist. Um die reellen Projektkosten bestmöglichst wiederzugeben wurde vereinbart, die Löhne direkt der jeweiligen Investition anzurechnen.

Um die administrative Bearbeitung der Stunden nicht zu verkomplizieren, wurden spezifische Investitionsprojekte eines bestimmten Umfangs (sogenannte «Grossprojekte») für die Anrechnung der Löhne der Mitarbeitenden vorgesehen. Es handelt sich um die wichtigsten Projekte, für die die

Mitarbeit von Angestellten vorgesehen war: OS Jolimont, Schule Vignettaz, Aufwertung des Burgquartiers (Etappe 1 und 2), Aufwertung des Bahnhofplatzes und die Trainingseishalle (P2) St. Leonhard. So wurde beschlossen, in diese Gesuche für Studien- oder Objektkredite einen jährlichen Pauschalbetrag von CHF 150'000.-- einzutragen (Lohn einschliesslich Sozialkosten der Arbeitgeberin).

So hat sich der Generalrat daran gewöhnt, dass im unteren Teil der Tabellen der Kreditgesuche der Kategorie II oder III für die Projektdauer der Investition der Eintrag «Anrechnung Lohnkosten» steht, gefolgt vom Betrag, der Teil des beantragten Gesamtbetrags ist.

Zwei Beispiele zur Veranschaulichung:

Die geschätzten Kosten für den einstufigen Architekturwettbewerb und für den Ideenwettbewerb belaufen sich auf CHF 450'000

Wettbewerbskosten	inkl. MWST
Preis Projektwettbewerb	156'600.00
Preis Ideenwettbewerb	50'220.00
Jury	36'288.00
AMO	73'000.00
Statische Studie Aufstockung	12'000.00
Modell	40'000.00
Inserat	3'000.00
Raummiete, diverse Aperitive	18'000.00
Ausstellungskosten	10'000.00
Anrechnung Lohnkosten	50'000.00
Total Wettbewerbskosten	449'108.00

Auszug aus dem Investitionsgesuch Kategorie II – 612.503.04 für den Architekturwettbewerb der Vignettaz-Schule im Voranschlag für das Geschäftsjahr 2016.

1. Etappe: Studien und Realisierung	Baukosten inkl. MWST
Umgebung der Kathedrale	10'268'400.00
Brückenkopf + Treppen	2'507'600.00
Verlagerung der Parkplätze	1'530'200.00
Ulmenplatz	1'972'800.00
Anrechnung Lohnkosten Studienkredit (150'000/Jahr*2,5); 2016, 2017, 2018	375'000.00
Anrechnung Lohnkosten (150'000/Jahr*2); 2019, 2020	300'000.00
TOTAL 1. Etappe	16'954'000.00

Die Investitionen umfassen die Lohnbeträge der Projektleitung der Gemeindeverwaltung, der das Bauvorhaben während der Dauer des Baus leitet.

Auszug aus der Botschaft Nr. 7 – 11.10.2016 des Studienkredits für die Aufwertung des Burgquartiers – 1. Etappe, Kapitel 8. Grobe Einschätzung der Baukosten, 1. Etappe (S. 15)

Diese Logik der Anrechnung der Lohnkosten wurde nicht bei allen Investitionen befolgt, namentlich nicht für jene mit geringeren finanziellen Auswirkungen, wie beispielsweise für die Rue Pierre-Aeby und den Klein-Sankt-Johann-Platz. Die Löhne der Mitarbeitenden wurden hier dem zur Verfügung stehenden Budget entnommen. Erst 2021 wurde dieses Vorgehen angepasst.

Funktionsweise ab 2021

Ende 2020 war die Verfeinerung und Ausweitung der operativen und finanziellen Planung (auch dank Stratus) auf 15 Jahre abgeschlossen und die dauerhafte Sicherung der befristeten Verträge aller Mitarbeitenden wurde durch die zahlreichen in diesem Zeitraum geplanten Projekte gerechtfertigt.

Infolge dieser verfeinerten Planung, die alle Projekte umfasste, und der dauerhaften Sicherung aller Anstellungen wurde über die Abrechnungsverfahren der Lohnkosten aller Projekte Bilanz gezogen, was zu einer Vereinheitlichung der Behandlung der Investitionen und zu einer Verbesserung des buchhalterischen Vorgehens führte, damit er die Realität besser abbildet. In der Tat begleitet ein Mitarbeiter oder eine Mitarbeiterin in der Praxis mehrere grosse und kleine Projekte gleichzeitig, da es bei der Verabschiedung eines Kredites, der die Lohnkosten der Projektleitung enthält, zu Verzögerungen kommen kann.

Konkret wurde vereinbart, dass ab 2021 alle Projektleitenden unabhängig von den bis anhin bezeichneten «Grossprojekten» ihre Stunden den ihnen zugewiesenen Projekten anrechnen. Zusätzlich wird der Anteil ihrer Verwaltungsarbeit, der keinem Investitionsprojekt anrechenbar ist, Ende Jahr in die Erfolgsrechnung eingetragen, um die Anrechnung der Projekte nicht zu verzerrn.

Um die Verwaltung der Anrechnung der Lohnkosten effizienter zu machen, hat das Personalamt zusammen mit dem Finanzamt ab 1. Januar 2022 ein Hilfsmittel für die Erfassung der pro Projekt und Projektleiter/in aufgewendeten Stunden bereitgestellt.

Der Betrag von CHF 150'000.-- wurde bei der letzten Finanzplanung auf CHF 160'000.-- erhöht (einschliesslich Sozialkosten von 20 %), um die normative und sektorelle Entwicklung der Löhne zu berücksichtigen.

Finanzielle Auswirkungen der neuen Funktionsweise

Heute ermöglicht eine detaillierte Analyse die Zusammenstellung der vor 2021 verabschiedeten Investitionsrubriken für Projekte, die keine «Grossprojekte» sind und in denen die Abrechnung der Lohnkosten fehlte. Diese Projekte, bei denen aufgrund dieser zusätzlichen Anrechnung der Lohnkosten eine Überschreitung von über 10 % erwartet wird, sind Gegenstand des Zusatzkredits dieser Botschaft.

Folgende Projekte sind betroffen:

Investitionsrubriken mit einer voraussichtlichen Überschreitung von über 10 %, die einen Zusatzkredit des Generalrats erfordern									
Sektoren	Nummer Investitions- projekt	Investitions- rubrik	Bezeichnung Investitionsrubrik	Status	Verabsch. am	Betrag CHF Botschaft (Brutto)	Neuer vorauss. Betrag CHF (Brutto)	Abweichung ursprüngliche Botschaft und vorauss. Betrag	Überschreitung in %
VE - GebV	112	612.5040.139	Vignettaz-Schule: Umbau Gebäude B - Studien	offen	20.12.2017	600'000.00	671'000.00	71'000.00	12%
VE - GebU	230	613.5999.039	Kiosk Python-Platz: Umbau int. Et agr. -E-	offen	18.12.2018	50'000.00	62'000.00	12'000.00	24%
VE - GebU	230	613.5999.043	Kiosk Python-Platz: Umbau int. et agr. -R-	offen	15.12.2020	485'000.00	549'000.00	64'000.00	13%
VE - SP	7	620.5030.061	Platz Nova Friburgo AGGLO 3M.04.03	offen	29.10.2018	103'669.00	116'669.00	13'000.00	13%
VE - SP	17	620.5030.043	AGGLO 44.4 Neugestaltung Klein-Sankt-Johann-Platz	offen	13.12.2016	500'000.00	605'000.00	105'000.00	21%
VE - SP	21	620.5030.047	AGGLO 12.2 Bahnhofplatz ÖV-Schnittstelle	offen	03.07.2017	789'735.00	1'026'735.00	237'000.00	30%
VE - SP	100	620.5030.080	Neugestaltung des Pertuis-Platzes und der Rue Neuveville -E-	offen	18.12.2018	250'000.00	287'000.00	37'000.00	15%
VE - SP	564	620.5030.138	Platz Vignettaz-Daler - Studie -E-	offen	10.12.2019	240'000.00	304'000.00	64'000.00	27%
VE - SP	275	620.5030.115	Neugestaltung der Zähringerbrücke -E-	offen	10.12.2019	242'400.00	274'400.00	32'000.00	13%
VE - SP	359	620.5010.144	Rue Pierre-Aeby -E-	offen	25.05.2020	215'000.00	285'000.00	70'000.00	33%
VE - SP	631	620.5290.076	Leitstudie Fonderie-Pérolles-Marly -E-	offen	15.12.2020	200'000.00	224'000.00	24'000.00	12%
						3'675'804.00	4'404'804.00	729'000.00	

Die Tabelle zeigt 11 Rubriken mit Überschreitungen von über 10 % auf, die eine zusätzliche Investition erfordern. Der Einfluss dieser Überschreitungen ist allerdings im Finanzplan bereits abgedeckt. Denn Überschreitungen im Zusammenhang mit der Anrechnung der Lohnkosten wurden bei der Erstellung

des Voranschlags und des Finanzplans 2021–2026 vorweggenommen. Das Gleichgewicht der Rechnung ist folglich trotz der zusätzlichen Aufwendungen für diese elf Investitionen gewährleistet.

Diese zusätzlichen Kosten sind «verbucht», da sie in der Erfolgsrechnung und folglich im Budget der Gemeinde bereits in Form der Projektleitungslöhne unter den Rubriken «609» eingetragen sind, bevor sie in die Investitionsrubriken verschoben werden. Ein günstiger Entscheid des Generalrats bezüglich dieser Botschaft wird der Gemeinde ermöglichen, die Ausgabe gemäss dem Gesetz über den Finanzhaushalt der Gemeinden (GFHG) für alle Projekte kohärent in Form einer Investition vorzunehmen.

Die oben erwähnten Zusatzkredite, die dem Generalrat unterbreitet werden, werden in folgenden neuen Rubriken verbucht:

Neue zusätzliche Investitionsrubriken infolge der voraussichtlichen Überschreitung der laufenden Projekte						
Sektoren	Nummer Investitions- projekt	Investitions- rubrik	Bezeichnung Investitionsrubrik	Status	Verabsch. am	Abweichun g ursprünglic he Botschaft und vorauss. Betrag
VE - GebV	112	612.5040.005	Vignettaz-Schule: Umbau Gebäude B - Studien	zur Abstimmung		71'000.00
VE - GebU	230	613.5999.005	Kiosk Python-Platz: Umbau Zusatz 2022 -E-	zur Abstimmung		12'000.00
VE - GebU	230	613.5999.047	Kiosk Python-Platz: Umbau Zusatz 2022 -R-	zur Abstimmung		64'000.00
VE - SP	7	620.5030.169	Platz Nova Friburgo AGGLO 3M.04.03 - Zusatz 2022	zur Abstimmung		13'000.00
VE - SP	17	620.5030.170	AGGLO 44.4 Neugestaltung Klein-Sankt-Johann-Platz - Zusatz 2022	zur Abstimmung		105'000.00
VE - SP	21	620.5030.171	AGGLO 12.2 Bahnhofplatz ÖV-Schnittstelle - Zusatz 2022	zur Abstimmung		237'000.00
VE - SP	100	620.5030.172	Neugestaltung des Pertuis-Platzes und der Rue Neuveville - Zusatz 2022 -E-	zur Abstimmung		37'000.00
VE - SP	564	620.5030.173	Platz Vignettaz-Daler - Studie - Zusatz 2022	zur Abstimmung		64'000.00
VE - SP	275	620.5030.174	Neugestaltung der Zähringerbrücke - Zusatz 2022 -E-	zur Abstimmung		32'000.00
VE - SP	359	620.5010.020	Rue Pierre-Aeby - Zusatz 2022 -E-	zur Abstimmung		70'000.00
VE - SP	631	620.5290.079	Leitstudie Fonderie-Pérolles-Marly - Zusatz 2022 -E-	zur Abstimmung		24'000.00
						729'000.00

Schlussfolgerung

Der Gemeinderat schlägt vor, auf das Geschäft einzutreten und den Betrag von **CHF 729'000.--** für die Regulierung der Überschreitungen aufgrund der Änderung bei der Anrechnung der Lohnkosten von Investitionsprojekten verpflichtend einzusetzen.

LE CONSEIL GÉNÉRAL DE LA VILLE DE FRIBOURG

vu

- la Loi sur les communes du 25 septembre 1980 (LCo; RSF 140.1) et son Règlement d'exécution du 28 décembre 1981 (RELCo; RSF 140.11);
- la Loi sur les finances communales du 22 mars 2018 (LFCo; RSF 140.6) et son Ordonnance du 14 octobre 2019 (OFCo; RSF 140.61);
- le Règlement des finances de la Ville de Fribourg du 15 septembre 2020 (RFin; RSVF 400.1);
- le Message du Conseil communal n° 16 du 5 avril 2022;
- le Rapport de la Commission financière,

arrête :

Article premier

Le Conseil communal est autorisé à engager un montant de CHF 729'000.-- pour crédit additionnel relatif au procédé d'imputations salariales sur les projets d'investissement

Article 2

Cet investissement sera financé par l'emprunt et amorti selon les prescriptions légales.

Article 3

La présente décision est sujette à référendum, conformément à l'art. 69 de la Loi sur les finances communales (LFCo) et à l'art. 11 du Règlement des finances (RFin).

Fribourg, le

AU NOM DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA VILLE DE FRIBOURG

Le Président :

Mario Parpan

Le Secrétaire de Ville adjoint :

Mathieu Maridor

